



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le jeudi 17 octobre 1996 — N° 44

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jean-Pierre Charbonneau

QUÉBEC

17 octobre 1996

17 octobre 1996

Le jeudi 17 octobre 1996

N° 44

La séance est ouverte à 14 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Brassard, ministre des Transports et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 49 Loi instituant le Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées à la suite des pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996.

La motion est adoptée.

M. Landry, ministre d'État de l'Économie et des Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 48 Loi modifiant la Loi sur la Société générale de financement du Québec.

La motion est adoptée.

17 octobre 1996

Dépôts de documents

M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Les rapports annuels des corporations professionnelles suivantes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996:

- l'Ordre des administrateurs agréés du Québec; (Dépôt n° 322-961017)
- l'Ordre des chimistes du Québec; (Dépôt n° 323-961017)
- l'Ordre des comptables agréés du Québec; (Dépôt n° 324-961017)
- l'Ordre des comptables généraux licenciés du Québec; (Dépôt n° 325-961017)
- l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec; (Dépôt n° 326-961017)
- l'Ordre des dentistes du Québec; (Dépôt n° 327-961017)
- l'Ordre des denturologistes du Québec; (Dépôt n° 328-961017)
- l'Ordre des ergothérapeutes du Québec; (Dépôt n° 329-961017)
- l'Ordre des hygiénistes dentaires du Québec; (Dépôt n° 330-961017)
- l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec; (Dépôt n° 331-961017)
- l'Ordre des ingénieurs du Québec; (Dépôt n° 332-961017)

17 octobre 1996

- l'Ordre des optométristes du Québec;
(Dépôt n° 333-961017)
- l'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec;
(Dépôt n° 334-961017)
- l'Ordre des pharmaciens du Québec;
(Dépôt n° 335-961017)
- l'Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec;
(Dépôt n° 336-961017)
- l'Ordre des technologues professionnels du Québec;
(Dépôt n° 337-961017)
- l'Ordre des traducteurs et interprètes agréés du Québec.
(Dépôt n° 338-961017)

M. Julien, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 339-961017)

Le rapport annuel du Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 340-961017)

M. Perreault, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 341-961017)

17 octobre 1996

M. Rioux, ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des normes du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 342-961017)

Le rapport annuel du ministère du Travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 343-961017)

M. Boisclair, ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration, dépose:

Le rapport annuel du Conseil des aînés, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 344-961017)

M. Landry, vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des valeurs mobilières du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 345-961017)

L'état du rapport et des dépenses encourues au 11 octobre 1996 pour un mandat spécial autorisé en vertu de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6) à la suite des pluies diluviennes des 19 et 20 juillet 1996.

(Dépôt n° 346-961017)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

17 octobre 1996

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 16 octobre 1996, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

n° 203Loi modifiant la Charte de la Ville de Laval – Rapporté avec amendements.
(Dépôt n° 347-961017)

n° 215Loi concernant la Ville de Val-d'Or et le site historique classé du Village minier de Bourlamaque – Rapporté sans amendement.
(Dépôt n° 348-961017)

Ces rapports sont adoptés.

Dépôts de pétitions

M. Beaulne (Marguerite-d'Youville) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 20 016 citoyens et citoyennes du Québec, concernant le maintien d'une saine concurrence dans le secteur pétrolier.
(Dépôt n° 349-961017)

M. Cherry (Saint-Laurent) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 20 018 membres de l'Association des distributeurs indépendants de produits pétroliers, concernant le maintien d'une saine concurrence dans le secteur pétrolier.
(Dépôt n° 350-961017)

M. Dumont (Rivière-du-Loup) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 21 169 consommateurs de plusieurs régions du Québec, concernant le maintien d'une saine concurrence dans le secteur pétrolier.
(Dépôt n° 351-961017)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

17 octobre 1996

L'extrait d'une pétition, signée par 45 pétitionnaires du comté de Mégantic-Compton, concernant les travaux de creusement et de stabilisation des berges de la rivière Eaton.

(Dépôt n° 352-961017)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition à la séance du 16 octobre 1996, sur la motion présentée par M. Charbonneau (Bourassa). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale presse le gouvernement péquiste de mettre en oeuvre de toute urgence une véritable politique d'emploi pour le bien commun du Québec au lieu de plonger dangereusement la population dans des débats irresponsables ayant comme seul objectif de masquer encore une fois son impuissance économique et sa malade obsession indépendantiste.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 58 en annexe)

Pour: **34** Contre: **59** Abstention: **0**

17 octobre 1996

Motions sans préavis

M. Brassard, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE l'Assemblée souhaite une heureuse retraite à un vieux routier de la Tribune de la presse, M. André Bellemare, journaliste de la Presse Canadienne.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Cliche, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne de façon particulière le Congrès mondial de la conservation de l'union mondiale pour la nature, qui se déroule à Montréal du 15 au 23 octobre 1996.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Loiselle (Saint-Henri–Sainte-Anne) propose:

QUE l'Assemblée nationale, en ce 17 octobre 1996, souligne la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

17 octobre 1996

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 59 en annexe)

Pour: **73** Contre: **0** Abstention: **0**

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Bélanger, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur le document de consultation sur la réforme du Régime de rentes du Québec intitulé «Pour vous, vos enfants: garantir l'avenir du Régime de rentes du Québec».

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. Pinard, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission de la culture se réunira afin de poursuivre sa consultation générale sur le document intitulé «Les enjeux du développement de l'inforoute québécoise»;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira en séance de travail afin d'examiner le rapport final et les recommandations concernant le mandat d'initiative sur la commercialisation des produits de la pêche sportive en eau douce;
- la Commission de l'économie et du travail se réunira afin d'examiner les engagements financiers du secteur mines relevant de la ministre déléguée aux Mines, aux Terres et aux Forêts.

17 octobre 1996

Motions sans préavis

M. Johnson, chef de l'opposition officielle, présente une motion concernant les récents propos de M. Raymond Villeneuve, du Mouvement de libération nationale du Québec, à l'endroit des Juifs anglophones; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Marsan (Robert-Baldwin) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine de sensibilisation aux maladies mentales, du 13 au 19 octobre, et qu'elle reconnaisse le travail exceptionnel mené par les organismes oeuvrant auprès des familles et des personnes atteintes de maladie mentale.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Renseignements touchant les travaux de l'Assemblée

M. Brouillet, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 25 octobre 1996, M. Charbonneau (Bourassa) s'adressera à M. Landry, ministre d'État de l'Économie et des Finances, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant: «La politique d'emploi du gouvernement péquiste».

17 octobre 1996

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi n° 8, Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption du principe

M. Bertrand, ministre délégué au Revenu, propose que le principe du projet de loi n° 42, Loi concernant l'harmonisation au Code civil du Québec de certaines dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 42 est adopté.

Sur la motion de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, le projet de loi n° 42 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi n° 135, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

Adoption du principe

17 octobre 1996

M. Trudel, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi n° 46, Loi concernant certains rôles d'évaluation foncière dressés sous la responsabilité de la Municipalité régionale de comté de Portneuf, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 46 est adopté.

Sur la motion de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, le projet de loi n° 46 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi n° 9, Loi abrogeant la Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement et modifiant la Loi sur les réserves écologiques.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

À 18 h 02, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

17 octobre 1996

La séance reprend à 20 h 05 .

Débats sur les rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération les rapports de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a procédé, dans le cadre de la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*, à l'audition du sous-ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le 27 mars 1996, à l'audition du président de la Régie des assurances agricoles du Québec suivie d'un mandat de surveillance d'organisme à l'égard de la Régie des assurances agricoles du Québec, le 14 février 1996, et à l'audition du président de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, le 13 février 1996. Ces rapports contiennent des recommandations.

Avant que le débat ne s'engage, M. Pinard, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour ce débat restreint: cinq minutes sont allouées à chacun des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste du temps consacré à ce débat; dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes parlementaires ou par les députés indépendants pourra être redistribué et les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Le débat prend fin et, conformément à l'article 95 du Règlement, il n'entraîne aucune décision de l'Assemblée.

Débats de fin de séance

À 21 h 37, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient un débat de fin de séance entre M. Cusano (Viau) et M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, concernant sa décision de transférer le centre de greffes pulmonaires de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal à l'Hôpital Laval de Québec.

À 21 h 50, M. Pinard, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mardi 22 octobre 1996, à 14 heures.

17 octobre 1996

Le Président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU

17 octobre 1996

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de M. Charbonneau (Bourassa), débattue lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition à la séance du 16 octobre 1996:

(Vote n°58)

POUR - 34

Beaudet	Cherry	Gobé	Mulcair
Bélanger	Copeman	Houda-Pepin	Ouimet
(<i>Mégantic-Compton</i>)	Cusano	Johnson	Paradis
Benoit	Delisle	Kelley	Poulin
Bordeleau	Dionne	Laporte	Sirros
Bourbeau	Farrah	Lefebvre	Thérien
Brodeur	Fournier	Loiselle	Vaive
Charbonneau	Frulla	Maciocia	Vallières
(<i>Bourassa</i>)	Gautrin	Marsan	Williams

CONTRE - 59

Barbeau	Bélanger	Bouchard	Charest
Baril	(<i>Anjou</i>)	Boucher	Chevrette
(<i>Arthabaska</i>)	Bertrand	Boulerice	Cliche
Baril	(<i>Charlevoix</i>)	Brassard	Côté
(<i>Berthier</i>)	Bertrand	Brien	Désilets
Beaulne	(<i>Portneuf</i>)	Campeau	Facal
Beaumier	Blais	Caron	Gagnon
Bégin	Boisclair	Carrier-Perreault	Garon

Gaulin	Harel	Julien	Lachance
Gendron	Jolivet	Jutras	Landry

17 octobre 1996

(Verchères)	Lelièvre	Paquin	Signori
Laprise	Léonard	Paré	Simard
	Létourneau	Payne	(La Prairie)
	Malavoy	Perreault	Simard
	Marois	Perron	(Richelieu)
	Ménard	Rioux	Trudel
	Morin	Rivard	Vermette
	(Dubuc)	Robert	
	Morin	Rochon	
	(Nicolet-Yamaska)	Saint-André	

ABSTENTION - 0

Sur la motion de Mme Loiselle (Saint-Henri–Sainte-Anne) proposant que l'Assemblée souligne la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté:

(Vote n°59)

POUR - 73

Barbeau	(Portneuf)	Cusano	Houda-Pepin
Baril	Bordeleau	Delisle	Johnson
(Arthabaska)	Bouchard	Désilets	Jolivet
Baril	Boucher	Dionne	Julien
(Berthier)	Boulerice	Facal	Jutras
Beaudet	Brien	Farrah	Kelley
Beaulne	Brodeur	Fournier	Lachance
Bélanger	Caron	Frulla	Laporte
(Anjou)	Carrier-Perreault	Gagnon	Laprise
Bélanger	Charest	Gaulin	Lefebvre
(Mégantic-Compton)	Cliche	Gautrin	Lelièvre
Benoit	Copeman	Gendron	Léonard
Bertrand	Côté	Gobé	Loiselle
(Charlevoix)		Harel	Maciocia

Bertrand

17 octobre 1996

MacMillan	Paquin	Robert	Vaive
Malavoy	Paradis	Rochon	Vallières
Marsan	Paré	Saint-André	Vermette
Ménard	Payne	Signori	Williams
Morin	Perron	Simard	
(<i>Nicolet-Yamaska</i>)	Poulin	(<i>La Prairie</i>)	
Ouimet	Rioux	Sirros	

CONTRE - 0

ABSTENTION - 0